**Mme María Elena Hermelinda Lezama Espinosa**
Gobernadora del Estado de Quintana Roo
Palacio de Gobierno
 Av. 22 De Enero NO.001 Col. Centro

C.P. 77000. Chetumal, Quintana Roo
MEXIQUE

**Objet : Préoccupation concernant les événements du 9N**

Mme. María Elena Hermelinda Lezama Espinosa,

Suite aux informations fournies par l'ACAT-France, je tiens à vous exprimer ma plus vive préoccupation quant aux événements survenus lors de la manifestation contre le féminicide de Bianca Alejandrina Lorenzana Alvarado, qui s'est déroulée le 9 novembre 2020 à Cancún.

Le 9 novembre (9N), sous le commandement exclusif de l'État de Quintana Roo, environ quatre-vingts policiers de la municipalité de Benito Juárez ont dispersé la manifestation en faisant un usage disproportionné de la force contre les manifestantes. Les policiers ont tiré avec des armes à feu, visant directement trois personnes, et ont détenu arbitrairement huit personnes à l'intérieur de la mairie de Benito Juárez, qui ont été torturées et soumises à des violences sexuelles.

En conséquence de leurs activités de défense des droits humains, les autorités municipales et nationales ont lancé une campagne de harcèlement contre les victimes par le biais de perquisitions, de surveillance indue et de menaces. Le nombre d'incidents de ce type a considérablement augmenté au cours des semaines précédant le jugement de certains responsables.

Au cours du procès des 14 policiers impliqués dans les événements, les victimes ont dénoncé le fait que le Bureau du procureur général de l'État de Quintana Roo a refusé de recevoir les éléments présentés par les victimes et a fait preuve de négligence dans la collecte des éléments de preuve dans l'affaire. En outre, certains des accusés sont en fuite et les hauts commandants ainsi que la police nationale n'ont pas fait l'objet d'une enquête en bonne et due forme.

En juin 2021, la Commission exécutive pour l'attention aux victimes de l'État de Quintana Roo a rendu une série de décisions en matière de réparation, ignorant tous les impacts psychosociaux subis et n'impliquant pas véritablement les victimes dans le processus.

Compte tenu de ce qui précède, je vous demande de prendre les mesures appropriées pour :

* mener une enquête effective et impartiale sur les événements qui se sont produits pendant et après le 9N ;
* accorder une réparation intégrale aux victimes et à leurs familles, en tenant compte des effets physiques et psychosociaux subis ;
* garantir l'accès à la justice pour les journalistes et les manifestants agressés ;
* veiller à ce que les défenseurs et défenseures des droits humains et des journalistes à Quintana Roo puissent poursuivre leur travail sans restrictions ni craintes de représailles.

**Copie conforme envoyée à :**

**Mme Blanca Jiménez Cisneros**, Ambassadrice du Mexique, 9 rue Longchamp, 75116, Paris, France.

**Mme Michèle Ramis**, Directrice des Amériques et des Caraibes au Ministère de l’Europe et des affaires étrangères, 37 quai d’Orsay, 75700 Paris, France

**Mme Francisca Elisabeth Méndez Escobar**, Représentante permanente du Mexique auprès des Nations Unies, Chemin Camille-Vidart 15, (5e étage), 1211 Genève, Suisse